



Communiqué de presse
Berne, le 27 septembre 2026

NON à l'initiative sur l'alimentation: le bon sens plutôt que la tutelle de l'État

L'Union suisse des arts et métiers usam salue le rejet de l'initiative sur l'alimentation. Les citoyens se sont prononcés contre de nouvelles interventions de l'État dans les domaines de l'alimentation, de la production et de la consommation. Ce «NON» renforce la liberté de choix, préserve la responsabilité entrepreneuriale et évite de nouvelles charges pour les PME tout au long de la chaîne de valeur. Il constitue également un signal contre la tutelle de l'État dans d'autres domaines.

L'initiative sur l'alimentation aurait accordé à la Confédération de vastes compétences et ouvert la voie à l'introduction de prescriptions, de contrôles et de mesures incitatives supplémentaires. Cela aurait notamment touché l'agriculture, la transformation, la restauration, le commerce de détail et la logistique. Pour de nombreuses PME, les nouvelles exigences auraient entraîné une charge administrative accrue, des coûts plus élevés et une réduction de leur marge de manœuvre entrepreneuriale. En rejetant l'initiative, la population a envoyé un signal clair contre l'intervention de l'État dans la production et la consommation de denrées alimentaires.

L'usam considère ce résultat comme un rejet de la tutelle de l'État et un engagement en faveur de la concurrence et de la souveraineté des consommateurs. Une alimentation durable et une production économe en ressources peuvent être atteintes plus efficacement grâce à l'innovation et à des solutions adaptées au marché qu'au moyen de mandats constitutionnels engendrant des prescriptions et des coûts excessifs.

«Les citoyens se sont clairement opposés à la tutelle de l'État et à son intervention dans la production et la consommation de denrées alimentaires. C'est un signal positif pour nos PME. La politique doit désormais tenir compte de ce signal en faveur de la liberté de choix et de la responsabilité dans d'autres domaines également», déclare Urs Furrer, directeur de l'Union suisse des arts et métiers usam.

À la suite de la décision populaire, l'usam attend du Conseil fédéral, du Parlement et de l'administration qu'ils renoncent également à toute nouvelle tentative visant à restreindre la liberté de choix et la responsabilité, notamment dans le domaine de la publicité. Ce dont les entreprises ont besoin, ce sont de conditions-cadres fiables et d'une marge de manœuvre suffisante pour pouvoir mettre en œuvre des innovations, adapter leur offre aux besoins de la clientèle et développer des solutions durables économiquement viables.

Renseignements complémentaires

Fabio Regazzi, président, portable 079 253 12 74

Urs Furrer, directeur, portable 079 215 81 30

Plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et plus de 600 000 PME, soit 99,8% des entreprises de notre pays. La plus grande organisation faîtière de l'économie suisse s'engage sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.